

Il est temps de soutenir les garçons dans leur scolarité



Image: Dorothe/Pixabay

La professeure Cathia Papi appelle à repenser le système scolaire pour que les inégalités entre les filles et les garçons cessent de s'accroître.

Selon les chiffres les plus récents du ministère québécois de l'Éducation, près de 20 % des garçons inscrits au réseau public ont abandonné leurs études secondaires sans diplôme ni qualification à la fin de l'année scolaire 2021. Pourquoi un tel taux d'échec ?

Le phénomène s'observe dans la plupart des pays de l'OCDE : les filles sont progressivement devenues plus nombreuses que les garçons à fréquenter l'école secondaire.

Au Québec, les données des ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur montrent que les garçons prennent du retard dans leur scolarité par rapport aux filles dès l'école primaire, et que cela se poursuit au secondaire. L'écart est plus grand dans les milieux socioéconomiques défavorisés (environ 17% de décrochage pour les filles contre 22% pour les garçons dans les indices de milieu socio-économique [IMSE] 8 à 10, soit les plus défavorisés, contre environ 8% pour les filles et 12% pour les garçons dans les IMSE 1 à 7).

La situation est également pire dans le réseau public que dans le privé. Le fait de fréquenter une école privée au secondaire augmente ainsi la probabilité d'entrer au collégial (Cégep) et de poursuivre des études. En effet, même si l'écart est toujours en défaveur des garçons, il est nettement plus faible dans le réseau privé, au point que les garçons scolarisés dans le réseau privé subventionné accèdent davantage au collège que les filles scolarisées dans le réseau public.

Ainsi, en 2017, 94% des garçons scolarisés dans le réseau privé subventionné ont commencé des études collégiales contre 84% des filles scolarisées dans le réseau public. Le décrochage ou l'échec des garçons n'est donc pas une fatalité. En revanche, il est clair que les enfants issus de familles modestes sont potentiellement désavantagés durant tout leur parcours scolaire, quel que soit leur sexe...

L'inégalité d'accès à l'enseignement supérieur

La suite logique du plus grand taux de diplomation des filles au secondaire est qu'elles sont aussi plus nombreuses à s'inscrire aux études collégiales, tout particulièrement en formation préuniversitaire. Cet écart, à l'avantage des femmes, est désormais trois fois plus important que dans la première moitié des années 1980. Ceci se répercute évidemment sur l'accès à l'université où l'écart se creuse encore davantage : en 1984-85, environ 30% des hommes et des femmes au Québec accédaient à l'université ; tandis qu'en 2021-2022, un peu moins de 40% des hommes et un peu plus de 60% des femmes y accèdent.

Au-delà de l'égalité d'accès théorique, le décrochage des garçons dans l'enseignement obligatoire se répercute donc dans l'enseignement supérieur et il faut attendre le troisième cycle universitaire pour qu'un rééquilibrage soit observé.

Des progrès à faire?

Alors que les femmes ont grandement profité de la démocratisation de l'éducation et que leur orientation vers différentes filières scientifiques où elles étaient, voire demeurent, moins représentées que leurs homologues masculins fait souvent l'objet de mesures visant à les inciter à choisir ces domaines, il semblerait nécessaire d'en faire davantage pour soutenir les garçons tout au long de leur scolarité. En amont, certains chercheurs invitent aussi à investir davantage dans le soutien apporté aux enfants, tout particulièrement ceux de milieux défavorisés, dès la petite enfance.

On sait notamment que la maîtrise de la lecture constitue un enjeu fondamental qui pénalise la scolarité des garçons. Il convient donc de les accompagner dans cet apprentissage dès le plus jeune âge. De fait, certaines recherches tendent à montrer que les familles se mobiliseraient davantage autour de la scolarité des filles que de celle des garçons (notamment en les aidant dans la réalisation des devoirs et les choix d'orientation) et que les garçons sont moins conscients que les filles qu'il est possible de surmonter ces difficultés en fournissant des efforts.

Aux niveaux secondaire et collégial, de la même manière qu'il paraît intéressant de faire découvrir aux filles des domaines fortement masculinisés, il semble plus que jamais pertinent de faire mieux connaître aux jeunes hommes des voies très féminisées et de leur montrer qu'ils peuvent y avoir leur place. À l'échelle de la société, l'attrait de main-d'œuvre masculine en enseignement et santé, par exemple, pourrait être envisagé comme un levier pour combler en partie le manque de main-d'œuvre.

Enfin, les inégalités salariales sont également susceptibles d'influencer ces parcours. De fait, au Québec, en obtenant un diplôme de premier cycle, le gain salarial additionnel réalisé relativement au salaire prévu à la suite d'une formation collégiale est de 36,9% pour les femmes et de 30,3% pour les hommes. En revanche, le certificat, la formation d'apprenti ou le diplôme délivré par une école de métiers procure un gain intéressant pour les hommes (7,6%), mais pas pour les femmes (-1,7%). Autrement dit, les inégalités salariales entre hommes et femmes à niveau équivalent de certification et le plus faible taux d'emploi des femmes sont également à prendre en compte dans l'équation.

Apparemment injuste, tant pour les garçons qui ont moins de chance de faire d'études que pour les filles dont les principales voies d'études sont souvent moins valorisées et moins rémunérées sur le marché du travail, le système éducatif actuel cautionné par l'idéal méritocratique semble conduire à une impasse invitant à un réexamen d'ensemble, comme le défend le sociologue de l'éducation Jean-Pierre Terrail.

Favoriser la poursuite d'études des hommes paraît crucial pour les sociétés modernes, aussi bien sur le plan économique (puisque le besoin de main-d'œuvre qualifiée est grand) que sur le plan social, car, malgré les évolutions des sociétés occidentales, l'homogamie, voire l'hypergamie (c'est-à-dire le fait de choisir un conjoint d'un statut social égal ou supérieur au sien), restent souvent de mise.

Cathia Papi est professeure au Département d'éducation de l'Université TÉLUQ et directrice de la rédaction de Médiations et médiatisations.

Une rubrique qui donne la parole aux scientifiques

Les scientifiques qui ont envie de prendre la parole dans nos pages peuvent écrire à courrier@quebecscience.qc.ca

✉ S'abonner ▼

Se connecter avec   



Soyez le premier à commenter !

B *I* U         [+]



0 COMMENTAIRES



QUÉBEC SCIENCE



Québec Science est publié par Vélo Québec Éditions

La reproduction, la présentation, la communication, l'exécution en public ou toute autre utilisation, à toutes fins, commerciales ou non, est interdite. Pour obtenir une autorisation,

veuillez nous contacter.



